Image : xiSerge via Pixabay

ALIMENTS BLEUS AQUATIQUES POUR L'AFRIQUE

Un agenda politique stratégique pour des systèmes alimentaires résilients au climat, la nutrition et une croissance inclusive

Préparé pour la Table ronde africaine de haut niveau sur le leadership en matière d'aliments bleus

Mombasa, Kenya

15 juin 2026

Note de politique : juin 2026

À qui s'adresse cette note de politique ?

Décideurs et acteurs du changement dans l'économie bleue, l'agroalimentaire, la pêche et l'aquaculture, le climat et l'environnement, ministres et hauts responsables.

Message clé

Les aliments bleus offrent à l'Afrique une occasion majeure, encore sous-exploitée, de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition, de bâtir la résilience climatique et de créer des moyens de subsistance inclusifs.

ACTIONS POLITIQUES PRIORITAIRES

- Intégrer les aliments bleus dans les politiques climatiques et alimentaires
- Développer l'aquaculture durable
- Améliorer la gouvernance des pêches
- Réduire les pertes post-capture
- Promouvoir des chaînes de valeur inclusives
- Renforcer le commerce régional
- Porter l'agenda africain de transformation durable des aliments bleus

AQUATIC BLUE FOOD COALITION
AUDA-NEPAD AFRICAN UNION DEVELOPMENT AGENCY
25th ANNIVERSARY
WORLD RESOURCES INSTITUTE

Résumé exécutif

L'Afrique se trouve à un carrefour stratégique. Le continent abrite certaines des ressources aquatiques les plus riches au monde. Alors que les chocs climatiques s'intensifient et que les systèmes alimentaires mondiaux se déstabilisent, les aliments aquatiques constituent l'un des rares secteurs capables de faire progresser simultanément la sécurité alimentaire, la nutrition, la résilience climatique, l'emploi et la transformation économique. Une action politique coordonnée pourrait ouvrir une nouvelle ère de leadership africain, plaçant les aliments bleus au cœur des transitions climatiques, alimentaires et de développement du continent, tout en maximisant les bénéfices de la richesse aquatique de l'Afrique.

L'Afrique fait face à une convergence croissante entre insécurité alimentaire, chocs climatiques, malnutrition et vulnérabilité économique. Dans le même temps, la croissance démographique rapide accroît la demande d'aliments abordables, nutritifs, sûrs et produits de manière durable. La pêche et l'aquaculture, qui produisent les aliments aquatiques ou « aliments bleus » de l'Afrique, représentent l'une des plus grandes opportunités encore sous-exploitées du continent pour renforcer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition, créer des emplois et accroître la résilience climatique.

Les aliments aquatiques figurent parmi les aliments les plus riches en nutriments. Ils fournissent des protéines de haute qualité et des micronutriments essentiels, notamment des acides gras oméga-3, de la vitamine B12, du fer, du zinc et de la vitamine A, souvent insuffisants chez les populations vulnérables.

À l'échelle mondiale, plus de 40 % de la population dépend des aliments aquatiques pour au moins 20 % de son apport en protéines animales, tandis qu'environ 600 millions de personnes tirent leurs moyens de subsistance des systèmes alimentaires aquatiques.2 La pêche artisanale est particulièrement importante, puisqu'elle emploie environ 90 % de la main-d'œuvre mondiale de la pêche.3 Par ailleurs, les aliments bleus génèrent souvent moins d'émissions de gaz à effet de serre que la viande issue de sources animales terrestres.[4]

En Afrique :

- La pêche et l'aquaculture fournissent environ 18 % de l'ensemble des protéines animales consommées.[2]
- Le secteur soutient au total **15 millions d'emplois** dans la capture et la transformation[2,3,] chiffre qui devrait atteindre **20 millions d'ici 2030**.5
- Les femmes **représentent près de 40 % de la main-d'œuvre de la pêche et du post-capture**[4] et, avec les jeunes, jouent un rôle central dans la pêche artisanale et l'aquaculture.
- La pêche artisanale **représente plus de la moitié de la production d'aliments aquatiques** et soutient près de 60 millions d'Africains qui en dépendent, au moins en partie, pour leurs moyens de subsistance.[2,4]

Malgré l'importance du secteur et la hausse régulière de la production d'aliments bleus, l'Afrique affiche la plus faible consommation apparente par habitant d'aliments aquatiques d'origine animale au monde et demeure la seule région où la consommation d'aliments aquatiques devrait diminuer d'ici 2032.2 Cette tendance est aggravée par les dynamiques géopolitiques mondiales et par le changement climatique, qui menacent les écosystèmes aquatiques et les moyens de subsistance sur l'ensemble du continent.

Le moment exige une action transformatrice. Les décideurs disposent d'une occasion unique de mobiliser l'immense potentiel des systèmes alimentaires aquatiques pour faire progresser la sécurité alimentaire, le développement économique et la résilience climatique. Des interventions ciblées, plaçant la pêche et l'aquaculture au cœur des politiques climatiques, des agendas de transformation des systèmes alimentaires, des systèmes agroalimentaires nationaux et des stratégies de nutrition, permettront aux pays d'orienter les financements et les investissements vers l'intensification durable de la production, l'amélioration de la gestion et la réduction des pertes post-capture dans le secteur. Ce faisant, d'ici 2050, l'Afrique pourrait :

- **Combler l'écart d'approvisionnement en protéines animales avec le reste du monde ;**
- **Créer plus de 3 millions de nouveaux emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes ;**
- **Ajouter environ 17 milliards de dollars au PIB ;**
- **Renforcer la résilience climatique tout en réduisant la pression sur les systèmes alimentaires terrestres**[6]

Ces priorités s'alignent étroitement sur les agendas de développement de l'Union africaine définis dans les cadres politiques actuels, qui soulignent l'importance stratégique des systèmes alimentaires aquatiques durables pour la croissance inclusive, la sécurité alimentaire, la résilience et la transformation économique. Il s'agit notamment de la Stratégie africaine de l'économie bleue (2019), du Cadre politique et stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture en Afrique (PFRS, 2014), de la Déclaration et de la Stratégie de Kampala du PDDAA/CAADP (2025) et de la Stratégie et du Plan d'action de l'UA sur le changement climatique et le développement résilient (2023).

Les aliments bleus offrent à l'Afrique une occasion majeure, encore sous-exploitée, de renforcer la sécurité alimentaire, d'améliorer la nutrition, de bâtir la résilience climatique et de créer des moyens de subsistance inclusifs. Cette note de politique présente un agenda stratégique permettant aux décideurs de libérer tout le potentiel des aliments aquatiques et propose un Réseau africain des champions des aliments bleus afin d'accélérer le plaidoyer politique, l'investissement et l'action coordonnée sur le continent.

POURQUOI AGIR MAINTENANT

- La demande de poisson augmente vite
- Le climat menace les systèmes aquatiques
- Les importations de poisson augmentent
- Les aliments bleus améliorent nutrition, emplois et résilience
- L'Afrique peut guider l'agenda mondial des aliments aquatiques durables

Aliments bleus et sécurité alimentaire en Afrique : voies stratégiques d'action

Le monde est confronté à une insécurité alimentaire croissante sous l'effet des chocs climatiques, des conflits sociopolitiques et de l'instabilité économique. En Afrique, la croissance rapide de la population exerce une pression accrue sur les systèmes alimentaires et intensifie la demande d'aliments abordables, accessibles, nutritifs et produits de manière durable.

L'Afrique importe actuellement d'importants volumes de poisson pour répondre à la demande intérieure, malgré ses vastes ressources continentales et marines. Des investissements stratégiques dans la pêche et l'aquaculture durables pourraient réduire la dépendance aux importations, renforcer le commerce régional dans le cadre de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf/AfCFTA) et positionner les aliments aquatiques comme un pilier du développement agro-industriel africain.

Cependant, la sécurité alimentaire ne consiste pas seulement à produire davantage de nourriture ; elle dépend aussi de la capacité des populations à accéder à des régimes alimentaires diversifiés et nutritifs, à utiliser les aliments de manière sûre et efficace, à bénéficier d'un approvisionnement stable dans le temps, à participer de manière significative à l'organisation des systèmes alimentaires et des moyens de subsistance, et à garantir que la production alimentaire préserve les ressources pour les générations futures.

Cette dimension est particulièrement importante pour l'Afrique, où le coût d'un régime alimentaire nutritif demeure parmi les plus élevés au monde. On estime qu'un Africain sur cinq reste sous-alimenté, que 307 millions de personnes souffrent de la faim, et que la proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire est plus de deux fois supérieure à la moyenne mondiale et continue d'augmenter.[1]

Les aliments aquatiques — notamment les poissons, les coquillages et crustacés, les plantes aquatiques et diverses autres ressources marines et d'eau douce — peuvent jouer un rôle crucial pour relever ces défis. Le poisson et les aliments aquatiques fournissent :

- Des protéines de haute qualité comparables à celles des œufs et du lait
- Des micronutriments essentiels et biodisponibles, notamment la vitamine B12, la vitamine A, le fer, le calcium et le zinc
- Des acides gras oméga-3 à longue chaîne, essentiels au développement du cerveau et à la santé cardiovasculaire.

Ces nutriments sont souvent difficiles à obtenir en quantité suffisante à partir des seuls aliments végétaux terrestres, en particulier dans les contextes à faible revenu où la diversité alimentaire peut être limitée. Les aliments bleus constituent ainsi une voie essentielle, mais sous-exploitée, pour améliorer le développement de l'enfant, soutenir la santé maternelle et réduire les carences en micronutriments. Cette opportunité est particulièrement importante en Afrique :

- Dans de nombreuses communautés, les régimes alimentaires reposent fortement sur les glucides de base et présentent une faible diversité en micronutriments, entraînant des carences répandues, notamment en vitamine B12, en acides gras oméga-3, en zinc et en fer[7]
- La carence en vitamine A est répandue chez les enfants[8]
- Les femmes en âge de procréer font face à certains des taux d'anémie (carence en fer) les plus élevés au monde[1]

On estime que 200 millions d'Africains dépendent du poisson comme source abordable de protéines et de micronutriments importants. Malgré l'importance des aliments bleus, l'Afrique consomme beaucoup moins de poisson par habitant que toute autre région — seulement 9,4 kg par an, soit moins de la moitié de la moyenne mondiale — et elle est la seule région du monde où la consommation de poisson par habitant devrait diminuer d'ici 2032.2

Les analyses prospectives indiquent que la pêche et l'aquaculture deviendront de plus en plus importantes pour l'approvisionnement alimentaire et la sécurité nutritionnelle, notamment parce que la demande d'aliments aquatiques en Afrique devrait augmenter d'environ 30 % d'ici 2030.9 Pour simplement maintenir les niveaux de consommation actuels jusqu'en 2050, l'Afrique devrait accroître sa production d'environ 74 %.[2] De nombreux pays dépendent de plus en plus des importations de poisson pour répondre aux besoins nationaux, exposant les systèmes alimentaires aux chocs des prix mondiaux et aux ruptures d'approvisionnement.

Ces priorités se reflètent également dans la Stratégie africaine de l'économie bleue (ABES), le Cadre politique et stratégie de réforme de la pêche et de l'aquaculture de l'Union africaine (PFRS) et le cadre continental des systèmes agroalimentaires, la Déclaration et la Stratégie de Kampala du PDDAA/CAADP (2026–2035), qui appellent à renforcer la gouvernance des pêches, à développer une aquaculture durable, à promouvoir des chaînes de valeur inclusives, à améliorer le commerce régional et à mieux intégrer les systèmes alimentaires aquatiques dans la planification du développement.

Si de nombreuses interventions peuvent renforcer les systèmes alimentaires aquatiques, trois voies stratégiques se distinguent par leur potentiel à accroître rapidement la disponibilité alimentaire, améliorer l'accessibilité financière, renforcer la résilience et libérer une croissance économique inclusive :

Voie 1 : Expansion de la production aquacole durable
Voie 2 : Amélioration de la gestion et de la productivité des pêches de capture
Voie 3 : Réduction des pertes post-capture et amélioration des chaînes de valeur.

Aliments bleus et changement climatique

Impacts climatiques

L'Afrique ne contribue qu'à environ 3 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, mais les catastrophes liées au climat coûtent déjà au continent jusqu'à 15 milliards de dollars par an, compromettant le développement économique et la sécurité alimentaire.

Le changement climatique affecte déjà les écosystèmes aquatiques africains. Les océans absorbent d'importantes quantités de chaleur et de dioxyde de carbone. L'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre réchauffe et acidifie les océans, réduit les débits des rivières, fait reculer les plans d'eau intérieurs et modifie les écosystèmes dont dépendent la pêche et l'aquaculture, réduisant la production dans les systèmes marins et d'eau douce.[10]

Les impacts climatiques projetés dans certaines régions d'Afrique comprennent :

- Des cyclones plus fréquents et plus violents dans l'océan Indien occidental
- L'élévation du niveau de la mer et l'érosion côtière affectant les littoraux ouest-africains
- La baisse des débits fluviaux et la diminution des plans d'eau intérieurs
- L'augmentation des vagues de chaleur marines affectant la productivité des poissons et des plantes aquatiques.

Selon un scénario d'émissions élevées, les captures halieutiques pourraient diminuer de 7,7 % à l'échelle mondiale d'ici 2050 en raison du changement climatique ; dans certains pays de l'Afrique équatoriale occidentale, notamment le Nigéria, la Côte d'Ivoire et le Ghana, les baisses projetées des captures dépassent 50 %.[11] Des mesures spécifiques d'adaptation au changement climatique, intégrées aux plans de gestion du secteur de la pêche et de l'aquaculture et de développement des chaînes de valeur, constituent une priorité essentielle pour renforcer la résilience climatique.

Les aliments bleus comme système alimentaire intelligent face au climat

Si les aliments bleus sont exposés aux risques du changement climatique, ils font aussi partie de la solution. Les systèmes alimentaires représentent environ 30 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, ce qui les place au cœur des stratégies d'atténuation et d'adaptation climatiques.

Les aliments bleus présentent des avantages importants dans les systèmes alimentaires intelligents face au climat :

- La production de nombreuses espèces aquatiques a une empreinte carbone plus faible que les systèmes terrestres d'élevage et de culture.[4]
- Certaines chaînes de valeur, comme la culture des algues et des bivalves (par exemple palourdes, huîtres et moules), génèrent des émissions très faibles, voire quasi nulles.[4]
- Des pêcheries bien gérées sont plus résilientes aux impacts climatiques et peuvent soutenir la biodiversité, tout en protégeant le carbone stocké dans des écosystèmes aquatiques sains tels que les mangroves et les herbiers marins.[13]
- La production aquacole peut être développée durablement afin de répondre à la demande par habitant d'aliments aquatiques dans chaque pays côtier du monde, sauf dans les scénarios climatiques les plus sévères.[14]

Faire face au changement climatique dans les systèmes alimentaires aquatiques africains exige donc d'agir sur deux fronts : protéger le secteur contre les impacts climatiques en soutenant l'adaptation, et mobiliser son potentiel comme solution climatique. Ensemble, des investissements ciblés dans l'aquaculture durable et les systèmes de production aquatique à faibles émissions, tels que la pêche artisanale, peuvent simultanément

améliorer la sécurité alimentaire, protéger les moyens de subsistance des communautés les plus exposées au risque climatique et réduire les émissions des systèmes alimentaires.

Genre, emploi et moyens de subsistance pour des systèmes alimentaires bleus inclusifs

Pour de nombreuses communautés côtières et continentales africaines, la pêche et l'aquaculture ne sont pas seulement des sources de nourriture ; elles sont aussi des moteurs essentiels d'emploi, de commerce et d'activité économique. Les aliments aquatiques soutiennent des millions de moyens de subsistance. En Afrique, la pêche artisanale à elle seule emploie 9 millions de personnes et génère 10 milliards de dollars au premier point de vente.[3]

Les femmes et les jeunes sont au cœur des systèmes alimentaires aquatiques, ce qui souligne le rôle essentiel du secteur dans le développement économique inclusif. Dans le monde, les femmes représentent 24 % des pêcheurs et pisciculteurs et jusqu'à 62 % des travailleurs de la transformation du poisson.[2] En Afrique, on estime que [5,3] millions de femmes travaillent dans le seul secteur artisanal, jouant un rôle particulièrement central dans la transformation, le commerce et la commercialisation.[3] Les jeunes sont tout aussi essentiels : ils représentent une part importante de la main-d'œuvre et stimulent de plus en plus l'innovation en aquaculture.

Pourtant, malgré ces contributions essentielles, les femmes et les jeunes continuent de se heurter à des obstacles structurels qui limitent leur productivité et leur potentiel de revenu, notamment :

- Des environnements de travail dangereux et des violences fondées sur le genre
- Un accès limité au crédit, aux actifs productifs, aux marchés et à l'appui aux entreprises
- L'exclusion des processus de décision
- Des politiques transformatrices en matière de genre et centrées sur les jeunes, qui élargissent l'accès au financement, aux technologies, aux infrastructures et au leadership, peuvent libérer d'importants gains de productivité dans les chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture.

Les impacts du changement climatique accroissent les pressions sur les communautés qui dépendent le plus des aliments aquatiques pour leur subsistance et leur stabilité économique. Les acteurs artisanaux, les femmes et les jeunes, qui constituent l'épine dorsale du secteur en Afrique, sont les plus vulnérables et disposent souvent du moindre accès aux ressources, aux technologies et aux financements nécessaires pour s'adapter. Investir dans leur résilience est donc à la fois un impératif social et une priorité stratégique pour la croissance à long terme du secteur.

Renforcer ces groupes grâce à des organisations plus solides, à un accès accru au financement et à de meilleures infrastructures, technologies et opportunités de leadership permettra d'améliorer la résilience, l'équité et la performance économique dans l'ensemble des chaînes de valeur de la pêche et de l'aquaculture.

Actions politiques prioritaires

L'Afrique a pris des engagements politiques solides en faveur de la pêche et de l'aquaculture ; toutefois, ceux-ci restent insuffisamment intégrés dans les processus plus larges de mise en œuvre des politiques. Pour libérer le potentiel des aliments bleus en Afrique, les gouvernements devraient donner la priorité aux actions suivantes :

1. **Intégrer les aliments bleus dans les politiques climatiques et alimentaires :** intégrer la pêche et l'aquaculture dans :
    - Les Contributions déterminées au niveau national (CDN/NDC)
    - Les Plans nationaux d'adaptation
    - Les Stratégies nationales pour la biodiversité
    - Les lignes directrices alimentaires nationales et les politiques de santé
    - Les programmes publics d'achat alimentaire, tels que les cantines scolaires.
2. **Développer l'aquaculture durable :** soutenir l'investissement dans des systèmes aquacoles durables afin de compléter les pêches de capture et de répondre à la demande croissante de protéines animales.
3. **Améliorer la gouvernance des pêches :** promouvoir des systèmes de gouvernance participative pour la pêche artisanale, améliorer le suivi, le contrôle, la surveillance et l'application des règles afin de lutter contre la pêche illicite, non déclarée et non réglementée, et renforcer les systèmes de collecte et de gestion des données.
4. **Réduire les pertes post-capture :** investir dans les infrastructures de chaîne du froid, les technologies de transformation améliorées et les installations de stockage, en particulier pour les petits producteurs.
5. **Promouvoir des chaînes de valeur inclusives des aliments bleus :** soutenir les femmes, les jeunes et les acteurs artisanaux dans l'ensemble des systèmes alimentaires aquatiques.
6. **Renforcer le commerce régional :** tirer parti de la ZLECAf/AfCFTA pour développer le commerce intra-africain des aliments bleus et améliorer la sécurité alimentaire.

Un Réseau africain des champions des aliments bleus

Un leadership politique soutenu sera essentiel pour que les aliments bleus soient pleinement reconnus comme une priorité continentale stratégique pour la sécurité alimentaire, la résilience climatique, la nutrition et la transformation économique. Alors que la prise de conscience de l'importance de la pêche et de l'aquaculture progresse au niveau mondial, l'Afrique a besoin d'une plateforme politique plus forte pour hisser les aliments bleus au rang de priorité dans les agendas nationaux, régionaux et mondiaux, et pour accélérer la mise en œuvre et l'investissement.

Le Réseau africain des champions des aliments bleus proposé permettra de:

- **Élever les aliments bleus** au rang de priorité stratégique dans les processus climatiques et alimentaires africains aux niveaux continental, régional et national **;**
- **Renforcer le leadership politique** et la redevabilité pour l'intégration de la pêche et de l'aquaculture dans les agendas nationaux de développement, de climat et de nutrition **;**
- **Faciliter l'échange entre pairs** et la collaboration entre ministres, décideurs et champions ;
- Mobiliser des partenariats, des financements et un appui technique pour les systèmes alimentaires aquatiques durables ;
- **Amplifier les priorités et perspectives africaines** dans les plateformes mondiales, telles que le processus de la COP de la CCNUCC, l'OOC11 et d'autres dialogues mondiaux pertinents ;
- **Soutenir un plaidoyer africain coordonné sur les aliments bleus**, l'adaptation climatique, les pêches durables, l'aquaculture et les moyens de subsistance liés à l'océan ;
- **Promouvoir des approches inclusives et pilotées localement** qui renforcent les opportunités pour les femmes, les jeunes et les acteurs artisanaux dans l'ensemble des systèmes alimentaires aquatiques.

POURQUOI UN RÉSEAU AFRICAIN DES CHAMPIONS DES ALIMENTS BLEUS EST IMPORTANT

- Les aliments bleus sont sous-représentés dans les politiques climatiques et alimentaires
- L'Afrique a besoin d'une coordination politique plus forte sur les aliments aquatiques
- Les décideurs de haut niveau peuvent aider à débloquer l'investissement et la mise en œuvre
- La dynamique mondiale autour des aliments bleus s'accélère rapidement
- L'Afrique a l'occasion de façonner l'agenda mondial

Image : xiSerge via Pixabay

Le Réseau pourrait servir de plateforme catalytique pour maintenir l'élan au-delà des conférences et initiatives ponctuelles, en aidant à relier le leadership politique aux acteurs du secteur, à l'expertise technique, aux opportunités d'investissement et à l'appui à la mise en œuvre.

En favorisant un meilleur alignement entre la pêche et l'aquaculture, l'action climatique, les systèmes agroalimentaires, la nutrition, la finance et les agendas de l'économie bleue, le Réseau pourrait contribuer à positionner l'Afrique comme leader mondial des systèmes alimentaires aquatiques durables et inclusifs.

Le Réseau proposé pourrait également renforcer la coordination et l'élan politique autour de la mise en œuvre de la Stratégie africaine de l'économie bleue, du PFRS et des engagements de Kampala du PDDAA/CAADP liés aux systèmes alimentaires aquatiques, à la résilience climatique et au développement inclusif de l'économie bleue.

En mobilisant un leadership politique de haut niveau et une collaboration soutenue, le Réseau africain des champions des aliments bleus contribuera à faire en sorte que la pêche et l'aquaculture deviennent des piliers centraux des stratégies africaines de sécurité alimentaire, de résilience climatique, de transformation économique et de développement durable de l'économie bleue.

Appel à l'action : mobiliser le leadership africain sur les aliments bleus

Les systèmes alimentaires aquatiques de l'Afrique représentent l'une des plus grandes opportunités inexploitées du continent pour faire progresser simultanément la sécurité alimentaire, la nutrition, la résilience climatique, l'emploi et la croissance économique inclusive. À l'heure où l'insécurité alimentaire augmente, où les impacts climatiques s'intensifient et où la pression sur les systèmes alimentaires s'accroît, la pêche et l'aquaculture ne peuvent plus rester à la périphérie des agendas nationaux de développement, de sécurité alimentaire et de climat.

Grâce à un leadership stratégique, une gouvernance renforcée et des investissements ciblés, la pêche et l'aquaculture peuvent devenir une pierre angulaire de la transition africaine vers des systèmes alimentaires et des économies bleues durables, résilients au climat et inclusifs.

Le Réseau africain des champions des aliments bleus proposé offre aux ministres et hauts responsables l'occasion de façonner un agenda africain commun sur les systèmes alimentaires aquatiques durables, de renforcer la collaboration entre secteurs et entre pays, et de porter les priorités africaines dans les processus mondiaux relatifs au climat, aux systèmes alimentaires et à la gouvernance des océans.

LES DÉCIDEURS PEUVENT FAIRE AVANCER CET AGENDA EN :

- Portant l'intégration de la pêche et de l'aquaculture dans les stratégies nationales relatives au climat, aux systèmes alimentaires, à la nutrition et au développement, et en accélérant la mise en œuvre des engagements existants de l'Union africaine au titre de l'Agenda 2063, de la Stratégie africaine de l'économie bleue, du PFRS et de la Déclaration de Kampala du PDDAA/CAADP ;
- Soutenant l'inclusion des aliments bleus dans les Contributions déterminées au niveau national (CDN/NDC), les Plans nationaux d'adaptation et les programmes publics d'achat alimentaire, tels que les cantines scolaires ;
- Mobilisant des investissements et des partenariats pour les pêches durables, l'aquaculture, le développement des chaînes de valeur et la résilience climatique ;
- Renforçant des systèmes alimentaires aquatiques inclusifs qui créent des opportunités pour les femmes et les acteurs artisanaux ;
- Hissant les aliments bleus dans les processus politiques africains continentaux, régionaux et mondiaux ;
- Rejoignant et soutenant le Réseau africain des champions des aliments bleus proposé comme plateforme de leadership politique, d'échange entre pairs et d'action coordonnée.

En mobilisant un leadership politique de haut niveau et une collaboration soutenue, un RÉSEAU AFRICAIN DES CHAMPIONS DES ALIMENTS BLEUS aidera à créer l'élan politique nécessaire pour transformer les systèmes alimentaires aquatiques et assurer un avenir plus sain aux populations et aux écosystèmes africains. Les aliments bleus sont déjà ancrés dans les priorités de l'UA ; le Réseau offre une plateforme pour opérationnaliser et accélérer leur mise en œuvre.

L'Afrique dispose des ressources, des connaissances et de l'opportunité nécessaires pour devenir un leader mondial des systèmes alimentaires aquatiques durables et inclusifs. Ce qui est désormais requis, c'est un leadership politique coordonné, un investissement soutenu et une action collective. En défendant les aliments bleus dans les processus nationaux, régionaux et mondiaux, les dirigeants africains peuvent contribuer à façonner un avenir plus sûr sur le plan alimentaire, plus résilient au climat et plus prospère pour les générations à venir.

Preuves de réussite des politiques relatives aux aliments bleus en Afrique

GHANA – RÉFORMES DE LA GOUVERNANCE DES PÊCHES ET CROISSANCE DE L'AQUACULTURE

Réformes politiques visant à accroître la production nationale de poisson tout en améliorant la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

Actions politiques : le Ghana a mis en œuvre d'importantes réformes pour renforcer la gouvernance des pêches et accroître la production aquacole, notamment des réformes de gestion des pêches, des politiques d'investissement aquacole, l'amélioration des systèmes d'alimentation et d'écloserie, et le développement des chaînes de valeur.

Preuves d'impact : les recherches montrent que l'aquaculture à petite échelle et l'élevage en cages se sont rapidement développés au Ghana. En outre, les investissements dans les fabriques d'aliments ont amélioré la fiabilité et l'efficacité de la production, tandis que le développement de l'aquaculture a accru les possibilités de revenus et l'offre alimentaire locale.

Bénéfices pour le système alimentaire : les recherches indiquent que l'aquaculture au Ghana contribue à plusieurs effets positifs, allant de la réduction de la pauvreté et de l'amélioration de l'accès aux protéines animales à l'emploi rural et à l'augmentation de la disponibilité alimentaire nationale. Ces résultats montrent comment l'investissement sectoriel peut renforcer simultanément les systèmes alimentaires et les économies rurales.

AFRIQUE DE L'EST – EXPANSION DE L'AQUACULTURE AU KENYA, EN OUGANDA, EN TANZANIE ET AU RWANDA

L'aquaculture en Afrique de l'Est s'est considérablement développée au cours de la dernière décennie.

Actions politiques : des pays tels que le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et le Rwanda ont investi dans des centres de recherche aquacole, des industries d'aliments pour poissons, des écloseries, des technologies de production améliorées et des systèmes d'aquaculture en cages. Ces politiques ont soutenu l'expansion rapide des systèmes de pisciculture.

Preuves d'impact : les analyses académiques montrent que la production aquacole augmente régulièrement, que la demande de produits halieutiques stimule la croissance économique rurale et que l'aquaculture soutient la sécurité alimentaire et l'emploi.

Bénéfices pour le système alimentaire : cette expansion régionale de l'aquaculture montre comment l'appui politique à la pisciculture peut renforcer les systèmes alimentaires nationaux.

croissance, l'aquaculture soutient la sécurité alimentaire et l'emploi.

MALAWI ET GHANA – LES ALIMENTS BLEUS DANS LES PROGRAMMES D'ALIMENTATION SCOLAIRE

L'intégration des aliments bleus dans les programmes d'alimentation scolaire.

Actions politiques : les programmes d'alimentation scolaire issus de la production locale au Malawi et au Ghana intègrent dans les repas scolaires des produits de poisson locaux, de la poudre de poisson ou du poisson séché, avec des achats auprès de pêcheurs artisanaux et d'aquaculteurs. Ces initiatives visent à améliorer la nutrition tout en renforçant les systèmes alimentaires locaux.

Preuves d'impact : les études montrent que l'inclusion d'aliments aquatiques dans les repas scolaires accroît la diversité alimentaire des enfants, améliore l'apport en micronutriments essentiels et renforce les chaînes de valeur et les moyens de subsistance locaux. Des recherches menées au Malawi ont montré que l'intégration de produits de poisson dans les repas scolaires était nutritionnellement efficace, abordable et acceptée par les enfants.

Bénéfices plus larges pour le développement : les programmes d'alimentation scolaire intégrant des produits aquatiques, tels que le poisson et les produits de poisson, peuvent améliorer significativement la nutrition des enfants, accroître la fréquentation et l'attention scolaires, soutenir les petits producteurs de poisson et stimuler les économies rurales locales.

Références

1. FAO, FIDA, UNICEF, PAM et OMS. The State of Food Security and Nutrition in the World 2025. Addressing High Food Price Inflation for Food Security and Nutrition. (FAO; FIDA; UNICEF; PAM; OMS, Rome, Italie, 2025). doi:10.4060/cd6008en.
2. FAO. The State of World Fisheries and Aquaculture 2024. (FAO, Rome, 2024). doi:10.4060/cd0683en.
3. FAO, Duke University et WorldFish. Illuminating Hidden Harvests: The Contributions of Small-Scale Fisheries to Sustainable Development. Executive Summary. (FAO; Duke University; WorldFish, Rome, Italie, 2023). doi:10.4060/cc6062en.
4. Gephart, J. A. et al. Environmental performance of blue foods. Nature 597, 360–365 (2021).
5. Chan, C. Y. et al. The future of fish in Africa: Employment and investment opportunities. PLoS One 16, e0261615 (2021).
6. Forum économique mondial. Investing in Blue Foods: Innovation and Partnerships for Impact. https://reports.weforum.org/docs/WEF_Investing_in_Blue_Foods_2026.pdf (2026).
7. Golden, C. D. et al. Aquatic foods to nourish nations. Nature 598, 315–320 (2021).
8. Victora, C. G. et al. Revisiting maternal and child undernutrition in low-income and middle-income countries: variable progress towards an unfinished agenda. The Lancet 397, 1388–1399 (2021).
9. Bova CS. et Britz PJ. The contribution of Fisheries and Aquaculture to Food Security and Nutrition in Africa. Rapport à l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) (2023)
10. Sauer WS, Eggers J et Britz PJ. Building Resilient African Fisheries and Aquaculture Value Chains to Mitigate the Threats of Climate Change. Rapport d'étude prospective à l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD) (2023)
11. Lam, V. W. Y., Cheung, W. W. L., Reygondeau, G. et Sumaila, U. R. Projected change in global fisheries revenues under climate change. Sci Rep 6, 32607 (2016).
12. Mackintosh, A. L., Hill, G. G., Costello, M. J. et Assis, J. No significant projected climate change effects on the geographic ranges of marine aquaculture species under the sustainable scenario (SSP 1-1.9, 1,5°C warming). npj Ocean Sustain 5, 7 (2025).
13. Gaines, S. D. et al. Improved fisheries management could offset many negative effects of climate change. Sci. Adv. 4, eeao1378 (2018). doi:10.1126/sciadv.aao1378.
14. Free, C. M., Cabral, R. B., Froehlich, H. E. et al. Expanding ocean food production under climate change. Nature 605, 490–496 (2022). https://doi.org/10.1038/s41586-022-04674-

Annexe A : Exemples d'engagements liés aux aliments bleus à l'OOC

Le tableau ci-dessous présente une sélection d'engagements liés aux aliments bleus pris par des gouvernements lors de la conférence Our Ocean (2014–2024). Les engagements sélectionnés des gouvernements africains sont surlignés en bleu.

Organisation	Année	Thème	Engagement
Gouvernement du Ghana	2023	Pêche durable	S'engage à assurer une transparence totale des autorisations et subventions accordées aux navires de pêche, en rejoignant des initiatives mondiales de transparence des pêches. Répond à la surpêche qui menace la sécurité alimentaire et l'emploi de millions de Ghanéens.
Gouvernement de Namibie	2019	Pêche durable	S'engage à porter la consommation nationale de poisson par habitant à la moyenne mondiale de 20,4 kg d'ici 2020, soit une hausse de 32 %. Cela diversifiera l'approvisionnement en protéines, réduira la pression sur la production terrestre ainsi que la déforestation et les émissions de gaz à effet de serre associées dans le pays.
Gouvernements de Namibie, d'Angola et d'Afrique du Sud	2019	Pêche durable	Engagement trilatéral au titre de la Convention du courant de Benguela pour financer des activités de recherche maritime couvrant l'un des écosystèmes de pêche les plus productifs au monde.
Gouvernement des Seychelles	2016	Pêche durable	S'engage à mobiliser 15 millions de dollars pour soutenir la gestion durable de sa pêche artisanale par l'émission d'une « obligation bleue », afin de reconstituer les stocks de poissons, d'introduire des mesures de contrôle des captures, de promouvoir l'écolabellisation et d'encourager le passage à des activités post-capture et à valeur ajoutée.
Gouvernement de Malte	2024	Pêche durable	Investit dans la recherche halieutique et aquacole et dans la réforme de la gouvernance au titre du Plan national pluriannuel de Malte pour le développement d'une aquaculture durable (MNPSA) 2022–2030, en rationalisant la réglementation aquacole grâce à des réformes législatives, à une meilleure sélection des sites et à l'amélioration des procédures d'autorisation et de concession.
Gouvernement du Royaume-Uni	2022	Pêche durable	S'engage à mobiliser 100 millions de livres sterling par l'intermédiaire du UK Seafood Fund afin de moderniser les infrastructures côtières, de faire progresser la science et l'innovation, de développer les compétences de la main-d'œuvre et de soutenir la durabilité environnementale et économique à long terme de l'industrie britannique des produits de la mer et de ses communautés côtières.
Gouvernement des États-Unis d'Amérique	2022	Pêche durable	S'engage à développer des zones d'opportunité pour l'aquaculture (AOA) dans les eaux fédérales des États-Unis, en combinant analyse scientifique et participation du public afin d'identifier des sites optimaux pour une production aquacole marine sûre sur le plan environnemental et intelligente face au climat, renforçant l'approvisionnement alimentaire national et l'économie bleue.
Gouvernement de l'Indonésie	2018	Économie bleue durable	S'engage à mobiliser 3 millions de dollars sur trois ans pour développer des industries de transformation des produits de la mer zéro déchet sur six îles indonésiennes, en favorisant l'inclusion des petites et moyennes entreprises afin de réduire les déchets de transformation, de créer des emplois et d'améliorer les moyens de subsistance des communautés de pêche côtières.